MS21
MOUVEMENT POUR UN SOCIALISME DU 21e SIÈCLE

Classes dominantes et chômage



Publié le 2 octobre 2018

Le chômage : une construction politique nécessaire au capitalisme

En France, depuis plus de trente ans, nos dirigeants se lamentent de la montée inéluctable du chômage. Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que dans une logique néo-libérale, cette prétendue fatalité est bien utile pour sauvegarder certains intérêts. Et si, en fait, ce désastre était sciemment organisé et entretenu ?

On le sait : le travail est l'élément clef de la réflexion et de

l'action politique. Et on peut dire sans exagérer que toute l'histoire de l'humanité se confond avec celle du travail, c'est-à-dire de la capacité – relativement spécifique à l'homme – de modifier son environnement, et lui-même, dans le sens de son choix. Il ne s'agit pas ici d'aborder de façon exhaustive une notion qui met en jeu à la fois les besoins sociaux, les modes de production, la répartition des richesses produites et l'impact sur la nature. Notre angle d' « attaque » sera celui du chômage, une composante malheureusement bien installée dans le paysage social français, et même européen depuis presque un demi-siècle.

Une robinsonnade

Pour aborder cette question sur un mode léger, réactivons un genre littéraire très prisé au XIX^{e} siècle – la robinsonnade – et imaginons une centaine de naufragés arrivant sur une île déserte. Une fois passée la brève période de découverte et d'émerveillement devant la luxuriance de l'endroit, nos naufragés vont être confrontés à la nécessité de s'organiser et d'assurer quelques besoins essentiels à leur survie. On peut imaginer qu'à l'issue d'une concertation, plus ou moins démocratique, ils se répartissent le « travail ». Certains vont chasser ou pêcher, d'autres construire des abris, d'autres organiser des soins, de l'éducation pour les enfants et il est même probable que le besoin d'une expression culturelle se fasse ressentir : on fera une place au chanteur, au conteur et même au poète. Notons un point absolument remarquable et parfaitement naturel : à ce stade de leur aventure tous les naufragés travaillent et profitent du travail des autres. Sur cette île il ne viendrait à l'idée de personne de vouloir se passer du travail de qui que ce soit et tout individu qui prônerait ce genre d'ineptie serait disqualifié par le groupe. On a besoin de tous. Sur notre île, le mot « chômage » n'est pas connu ; il n'a aucune utilité.

Alors qu'est-ce qui coince ?

Mais jusqu'à preuve du contraire la terre est une île déserte et nous sommes pour l'instant contraints d'y rester. Alors une question se pose : pourquoi ce modèle ne s'est-il pas généralisé ? Pourquoi une partie de plus en plus grande de la population (les exclus) s'entend dire par d'autres (les excluant) « …Votre capacité de travail ne nous intéresse pas. Restez chez vous. Ne vous montrez pas. On vous accordera magnanimement de quoi survivre (R.M.I., R.S.A., C.M.U. et autres minimas sociaux) alors estimez-vous contents. Ça

pourrait être pire …». La raison est assez simple. Nos naufragés, pour faciliter les échanges devenus complexes en raison de l'essor démographique, ont dû mettre en place une convention collective de représentation de la richesse produite, autrement dit une monnaie. Et cette appropriation de la monnaie par une petite classe est la source centrale d'une domination complètement illégitime, laquelle fait des ravages dans nos sociétés depuis plusieurs siècles.

Comment ?

Là aussi la raison est assez simple. Les détenteurs de la monnaie – ceux qu'on appelle maintenant les marchés financiers – ont deux obsessions aisément compréhensibles : détourner cette monnaie du travail – c'est-à-dire faire en sorte qu'une partie de cette monnaie n'aille pas vers ceux produisant les richesses qu'elle représente – et, d'autre part, faire en sorte que cette monnaie ne se dévalorise pas. Déclinés en termes économiques souvent inutilement compliqués, vous avez là les deux piliers essentiels caractérisant la construction politique du chômage de masse.

Détourner l'argent des travailleurs qui produisent les richesses est un mécanisme de base qui définit, d'une certaine façon, le capitalisme. Il a de très nombreuses variantes dont la caractéristique commune est l'affaiblissement méthodique du salariat. On citera la captation de la plus-value, décrite par Marx, la concurrence libre et non faussée si chère à nos européistes forcenés qui met en compétition le salariat français avec le salariat roumain – cherchez le bénéficiaire de l'opération – les attaques incessantes contre l'État et les services publics et, enfin, la privatisation monétaire : **l'Etat français est en effet contraint d'emprunter sur les marchés financiers et leur laisse chaque année la bagatelle de 50 milliards d'euros en intérêts ! Autrement dit** à chaque fois que dix euros sont émis des opérateurs privés s'en mettent un dans la poche en toute légalité !!!

Venons-en au culte de la monnaie forte. Là aussi il faut bien comprendre un point fondamental : les classes dirigeantes qui contrôlent la monnaie ont « une grande trouille » qu'elle se dévalorise parce que, lorsque vous possédez de l'argent, des actions, obligations, dettes des autres (tous ces mots sont en fait des synonymes) vous ne tenez pas à ce qu'on vous dise à court terme : désolé mais les conventions ont changé, votre magot ne vaut plus grand-chose. C'est, chez nos chers dirigeants, le fameux syndrome traumatique de l'emprunt russe, la peur

récurrente de l'inflation (hausse des prix et salaires qui dévalorise mécaniquement la monnaie) et c'est la haine de la dévaluation monétaire qui ne gène absolument pas le salariat mais « euthanasie le rentier ». (cf. Keynes)

Le chômage : une aubaine

À ce stade de la réflexion toute l'«utilité» politique du chômage apparaît clairement. On peut même dire que, pour les classes dominantes en général, le chômage est une aubaine. D'abord, il induit un rapport de force extrêmement favorable au sein des entreprises en faveur du patronat. Nous avons tous vu des documentaires sur les méthodes de recrutement au sein de certaines sociétés. Ça donne à peu près ceci : « …*Monsieur Dupond, votre C.V. nous intéresse beaucoup mais nous devons vous dire que nous avons reçu, pour le poste auquel vous prétendez, quarante candidatures de bac+5 qui sont prêts à faire ce travail, même pour un salaire moindre. Alors, sans vouloir vous brusquer, donnez-nous des bonnes raisons pour vous choisir …* ». Et M. Dupond doit immédiatement comprendre qu'il aura intérêt à faire des heures supplémentaires non payées – premier poste de travail au noir en France –, à ne pas exiger d'augmentation avant dix bonnes années, ne pas se syndiquer, ne pas tomber trop souvent malade, faire un travail pour lequel il n'est pas qualifié et, si c'est Mme Dupond, elle devra même éviter de songer à être enceinte, ça gênerait la performance du service etc.

Ensuite, comme il a déjà été dit, le chômage évite mécaniquement l'inflation qui dévalorise le capital. Il fonctionne donc comme un instrument de régulation économique. Lorsque l'inflation devient insupportable pour les détenteurs de capitaux on injecte une bonne dose de chômage et tout rentre dans l'ordre… libéral. Pour ceux qui en douteraient il suffit de se reporter à toute une littérature d'économistes néo-libéraux sur cette question. En voici quelques extraits : « Étude sur l'emploi » faite par des experts de l'O.C.D.E. (1994) « *…Pour obtenir un ajustement donné des salaires, il faudra un niveau plus élevé de chômage conjoncturel …* » – ou de l'économiste J K Galbraith : « *…La terrifiante menace qui pèse sur ceux qui vivent de leurs rentes est que les prix augmentent …* » – ou du même : « *…Un taux de chômage peu élevé est une véritable menace sur la stabilité des prix et la confiance des investisseurs …* » – et encore plus savoureux cette phrase de F. Soulémagnon, conseiller industriel de A. Juppé en 1996 : « *…Une amélioration, sur le terrain de l'emploi, entraînerait fatalement une pression salariale que le pays ne peut se payer …* ».

L’hypocrisie des classes dominantes

On ne s’étonnera donc pas de constater que les lamentations de nos gouvernements successifs sur la hausse du chômage relèvent de l’hypocrisie la plus cynique. Il faudrait un livre entier pour faire la liste des déclarations fracassantes de nos dirigeants dans leur lutte sans merci contre le chômage. De M. Aubry, ministre du travail en 1991 jusqu’à A. Montebourg en 2013, en passant par Balladur (1993) Giraud (1994) Alphandery (1995) Juppé (1995) Chirac, Jospin, Sarkozy… on ne compte plus les projets de loi, les croisades pour l’emploi des jeunes, les moteurs de croissance, batailles pour l’emploi, guichets initiative-emploi, pactes pour l’emploi etc. N’en jetez plus la coupe est pleine !!! Et tous ces effets de manche pour en arriver à dépasser les trois millions de chômeurs officiels qui en masquent au moins autant en dehors des statistiques. En réalité : des millions de vies brisées volontairement pour sauvegarder l’intérêt de rentiers.